

**Toutes et tous mobilisé.es et en manifestation le 1er mai,
journée internationale des travailleur.ses.**

**Pour une retraite à 60 ans avec 37.5 annuités et des augmentations de salaire
Contre le recul des services publics et le financement des profits du secteur de l'armement : pas
un centime pour la guerre**

Les annonces du gouvernement Bayrou montrent – et pas qu'un peu – qu'en optant pour une austérité excessive, concentrée en 2026, les erreurs de diagnostic de la situation sont flagrantes, à commencer par l'analyse de la nature du problème. Ce faisant, il parachève la destruction systématique du système social entreprise depuis 8 ans par E. Macron, qui, nous ne pouvons que le constater, a pu profiter des coups de boutoir mis par les gouvernements successifs depuis plusieurs décennies.

La situation des finances publiques françaises est certes compliquée dans un contexte de hausse significative des taux d'intérêts sur la dette. En effet, si les taux devaient se stabiliser à 3,5% comme c'est le cas actuellement, nous devrions payer à l'avenir 115 milliards euros d'intérêt par an. A titre de comparaison, c'est plus que les 90 milliards du budget de l'éducation et plus de deux fois plus que les 50 milliards d'euros d'intérêts payés en 2024. Le problème ici est de se focaliser sur la dette alors que le problème vient du déficit, et de le faire avec des délais records là où les problématiques relèvent d'un temps bien plus long, ne serait-ce qu'au vu de la situation internationale. La vieille antienne de la baisse des dépenses masque la réalité des besoins : augmenter les recettes.

Or cette situation résulte pour une part importante de la politique budgétaire irresponsable menée par Emmanuel Macron depuis huit ans avec ses baisses d'impôts à répétition pour les plus riches et ses innombrables cadeaux fiscaux aux grandes entreprises sans aucune répercussion sur l'activité économique malgré les effets de manche sur ce sujet – et la hausse des budgets de communication en conséquence.

Mais en annonçant vouloir réduire de 40 milliards d'euros le déficit public de la France, au nom d'une responsabilité budgétaire qui en réalité masque les velléités d'un nouveau transfert de richesse vers les détenteurs des grandes fortunes, et plus particulièrement celles de l'armement, il pousse les français des couches populaires dans les bras des forces politiques qui sont prêtes à céder à Trump et Poutine pour limiter l'austérité. Il fait une fois de plus le jeu du Rassemblement national qui semble devenir son principal conseiller. La poursuite de cette politique ne peut au final qu'aggraver encore la dégradation des services publics d'éducation, de recherche, de santé, de justice... et accentue le renoncement aux investissements dans les infrastructures collectives dont nous avons impérativement besoin pour pouvoir lutter contre le changement climatique et accélérer la transition numérique.

Autrement dit, le gouvernement Bayrou s'apprête à nous enfoncer davantage encore dans la crise politique, sociale, économique et écologique...

**Le 1er mai, toutes et tous dans la rue pour rejeter la politique
du gouvernement et le cynisme d'Etat au service du patronat**

Fédération des Sociétés d'Etudes